

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/039/2007 – ÉFAI

31 octobre 2007

AU 282/07 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE **Oscar Maussa (h) dirigeant de la Cooperativa de Trabajadores Agropecuarios de Blanquicet (COOTRAGROBLAN, coopérative des ouvriers agricoles de Blanquicet) et les autres membres de la COOTRAGROBLAN**

Des paramilitaires opérant dans le département d'Antioquia, situé dans le nord-ouest de la Colombie, ont menacé de tuer Oscar Maussa, dirigeant d'une coopérative d'ouvriers agricoles. Selon certaines sources, Oscar Maussa a quitté la région. Toutefois, il est à craindre qu'il ne soit en grand danger, tout comme les autres membres de la coopérative.

Oscar Maussa est l'un des dirigeants de la Cooperativa de Trabajadores Agropecuarios de Blanquicet (COOTRAGROBLAN, coopérative des ouvriers agricoles de Blanquicet), créée par des ouvriers de l'exploitation agricole La Esperanza dans le but d'améliorer leurs moyens de subsistance. Les membres de cette coopérative ont été contraints à fuir l'exploitation agricole quand les paramilitaires l'ont occupée en 1996. En tant que représentant de la COOTRAGROBLAN, Oscar Maussa a sollicité en mars 2007 l'aide de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. En 2006, celle-ci avait exhorté le gouvernement à assurer la protection d'Oscar Maussa et de sa famille, ainsi que celle de trois autres familles faisant partie de la COOTRAGROBLAN. Oscar Maussa a également déposé des plaintes auprès des autorités au sujet des agissements des paramilitaires

Le 6 octobre, dans la municipalité de Turbo, située dans la région de Blanquicet (département d'Antioquia), un homme a indiqué à un membre de la COOTRAGROBLAN que le chef du groupe paramilitaire opérant dans la région recherchait Oscar Maussa pour le tuer. Selon les informations reçues, les paramilitaires soutenus par l'armée opèrent dans cette région sous le nom d'Águilas Negras (aigles noirs).

Le 5 octobre, six hommes armés se sont postés à proximité de l'exploitation agricole La Esperanza à Blanquicet. Ils portaient un uniforme militaire et se présentaient comme des paramilitaires. Ils ont fouillé les véhicules qui sortaient de l'exploitation et demandé aux conducteurs de les emmener à divers autres endroits de la route. Bien que l'armée soit fortement présente dans la région, les paramilitaires peuvent opérer en toute liberté.

En juin 2005, les autorités judiciaires de la Colombie ont adopté une résolution en faveur de la restitution de l'exploitation agricole La Esperanza à ses propriétaires légitimes, à savoir les membres de la COOTRAGROBLAN. Ceux-ci ont commencé à retourner sur l'exploitation en juin 2007, malgré les informations selon lesquelles des paramilitaires se trouvaient encore dans la région.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis 1985, plus de trois millions de personnes ont été contraintes à fuir leur domicile en raison des actions violentes de toutes les parties au conflit interne qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années. Toutes les parties au conflit se sont rendues responsables du déplacement forcé de civils. Plus de 60 p. cent des personnes déplacées ont été chassées de terres présentant un intérêt économique important, par exemple du fait de leur richesse minière ou agricole. On estime à plusieurs millions d'hectares la superficie des terres occupées par des groupes paramilitaires soutenus par l'armée à la suite d'actions violentes. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, des personnes chassées de leurs terres par des paramilitaires ont été menacées, voire tuées, lorsqu'elles ont cherché à en reprendre possession.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité d'Oscar Maussa, qui aurait été menacé de mort le 6 octobre, et par celle des autres membres de la coopérative d'ouvriers agricoles COOTRAGROBLAN ;
- engagez les autorités à diligenter des investigations approfondies et impartiales sur ces menaces, à rendre publiques les conclusions de l'enquête et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures jugées appropriées par les membres de la coopérative d'ouvriers agricoles COOTRAGROBLAN pour assurer leur sécurité et faire en sorte qu'ils puissent retourner en toute sécurité sur l'exploitation agricole La Esperanza, qui leur appartient ;
- demandez aux autorités de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région et pour rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies.

APPELS À :

Vice-président de la République :

Dr. Francisco Santos Calderón
Vicepresidencia, Carrera 8A No 7-27, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 565 7682

Formule d'appel : *Estimado Sr. Vice-presidente Santos, / Monsieur le Vice-Président ,*

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez
Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890 / 342 0592

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,*

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana
Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación
Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4
Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Organisation non gouvernementale de défense des droits humains :
Justicia y Paz Intereclesial
Calle 62, No. 17-26 (Chapinero)
Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 12 DÉCEMBRE 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.